MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

Liberté
Égalité
Fraternité

Comité national de la Biodiversité

COMITE NATIONAL DE LA BIODIVERSITÉ

Séance du 2 octobre 2025

Vote électronique du 8 octobre 2025

MOTION D'ALERTE TAXE D'AMENAGEMENT

Le Comité national de la biodiversité a été alerté sur les dysfonctionnements majeurs qui affectent le versement aux Départements des produits de la Taxe d'aménagement. Les conséquences sont immédiates et particulièrement préoccupantes, notamment pour les moyens accordés par les Départements aux politiques écologiques. Ces difficultés ont été analysées dans un rapport des députés Pirès-Beaune et Amiel de juin 2025, dont un extrait est reproduit ci-dessous :

« *La loi de finances pour 2021 a transféré la liquidation des taxes d'urbanisme (TU) du ministère de la transition écologique (MTE) vers les services fonciers de la DGFiP. Ce transfert est effectif pour le flux de TU depuis le 1er septembre 2022. Une partie du stock de TU a été transférée à la DGFiP le 1er janvier 2025. En outre,* ***la date d'exigibilité des taxes liquidées par la DGFiP est décalée à l'achèvement des constructions, à l'image de ce qui existe pour les taxes foncières****.*

Le transfert de la liquidation des TU à la DGFiP doit permettre des gains d'efficacité liés aux synergies créées et à un processus dématérialisé qui repose sur les déclarations des propriétaires. Toutefois, ***le nouveau système automatisé de gestion présente des dysfonctionnements liés aux difficultés de parvenir à des déclarations exactes ainsi qu'aux limites techniques des applications de gestion****.*

Le transfert de la mission de liquidation est par ailleurs assorti d'un transfert de 290 ETP du MTE vers la DGFiP. Cet effectif est inférieur à celui antérieurement affecté à la mission de liquidation au MTE, ce qui est censé se justifier par les gains en efficacité attendus de la dématérialisation. Toutefois, ***seuls 107 emplois ont effectivement été pourvus par les agents du MTE****.*

En conséquence, la liquidation des TU effectuée par la DGFiP atteint un faible niveau*. Au 31 décembre 2024, seules 78 506 liquidations de TU ont été réalisées par la DGFiP sur l'ensemble du territoire français pour des montants s'élevant, pour 2024, à environ 38,8 millions d'euros. Le total des montants liquidés en 2024 (DDTM et DGFiP) s'inscrit donc en forte baisse par rapport à la moyenne des années 2019-2022 (– 31 %).* »

[Source : rapport des députés Pirès-Beaune et Amiel de juin 2025]

Sur la base des éléments portés à sa connaissance, le CNB a, dans sa séance du 2 octobre 2025, adopté la motion qui suit.

DÉLIBÉRATION N°2025-07

MOTION

Les politiques publiques et structures au service de la transition écologique financées par la Taxe d'Aménagement sont en péril.

Des dysfonctionnements majeurs dans la collecte et le versement aux Départements de la taxe d'Aménagement menacent les politiques publiques locales dédiées à l'aménagement du territoire et à la préservation de l'environnement. Pour les Départements la Taxe d'Aménagement est une recette affectée qui finance la préservation de l'environnement et des paysages, l'adaptation des territoires au changement climatique :

- Conseils d'architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE), structures d'ingénierie territoriale aux côtés des collectivités et particuliers reconnues pour leurs capacités à définir des projets d'urbanisme qui intègrent les enjeux de la transition écologique et d'adaptation au changement climatique y compris par les services de l'Etat,

- Conservatoires botaniques nationaux, structures d'expertise et d'appui aux politiques publiques nationale, régionales, départementales, intercommunales, dans les domaines de la connaissance, de la préservation et de la sensibilisation des publics de la biodiversité végétale et fongique,
- Acquisitions foncières et gestion des Espaces Naturels Sensibles, dont le rôle est primordial tant pour la préservation de la biodiversité que pour la gestion des ressources en eau,
- Gestion des propriétés du Conservatoire du Littoral, dont les 50 ans cette année ont été l'occasion de témoignages de soutien appuyés,
- Programmes d'action des Parcs Naturels Régionaux si précieux pour porter de nouveaux modèles de développement en cohérence avec les besoins des générations futures,
- Actions d'éducation au Développement Durable à destination notamment des scolaires et du grand public qui s'appuient sur le tissu des structures associatives qui sont la richesse de nos territoires en matière de transition écologique.

Depuis plus d'un an, les alertes de la Cour des comptes, des parlementaires, de Départements de France et de la FNCAUE, des syndicats des services fiscaux se multiplient en lien avec les actions locales des Départements et des CAUE auprès des leurs Préfectures.

Dans un communiqué de presse du 29 janvier 2025, le ministère de l'Économie et des Finances a reconnu des difficultés dans la collecte de la Taxe d'Aménagement et affirmé que les sommes dues seraient recouvrées et reversées.

Après avoir diligenté une enquête approfondie auprès de ses membres, Départements de France vient de révéler en sa réunion de bureau du 11 septembre dernier l'ampleur du scandale financier : entre 2023 et 2024 les recettes de taxe d'aménagement ont diminué de plus de 30% et devraient

encore fortement baisser en 2025. Le résultat en volume est une réduction des recettes de 300 millions d'euros (-50%) entre 2023 et 2025 !

À ce jour, ni le montant ni le calendrier de ces recouvrements ne sont précisés et aucune mesure de soutien transitoire n'est annoncée ! Le déficit de perception ne cessant donc d'augmenter, les CAUE licencient leurs personnels et les Départements réduisent drastiquement les moyens affectés aux politiques écologiques.

Le Conseil National de la Biodiversité appuie en portant cette motion leurs démarches d'alerte et insiste sur l'urgence de la situation : si aucune mesure corrective n'est prise d'ici la fin de l'année 2025, les politiques publiques, les CAUE, les CBN et les structures gestionnaires ou d'éducation au service de la transition écologique financées par la Taxe d'Aménagement seront extrêmement fragilisées dans tous les territoires dès 2026 et sur le long terme.

LE CNB, réuni le 2 octobre 2025 à Paris, demande en particulier :

- que l'Etat mette en place immédiatement un fonds de sauvegarde permettant de stopper les licenciements et les pertes de services (et d'expérience accumulée au fil des décennies)

- que l'Etat donne les moyens aux DDFIP pour percevoir correctement la TA et recouvrer les non-perçus

Le projet de motion a été présenté et discuté en réunion plénière le 2 octobre 2025.
Le vote global sur de la motion n'a pas pu être organisé en fin de séance, faute de quorum. Le projet de motion a ainsi été soumis au vote électronique des membres, conformément à l'article 12 du règlement intérieur, du 7 au 8 octobre 2025.
Le CNB a adopté la motion le 8 octobre 2025 par voie électronique, selon le décompte suivant :

Nombre de votants : 63
Nombre de voix pour : 46
Nombre de voix contre : 0
Nombre d'abstentions : 17